

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 octobre 2025

Ce qu'ils ne nous prendront pas !

HAUSER - REBEL WITH A CELLO - Live in Italy 2024 (Full Concert)

https://www.youtube.com/watch?v=kq6zcgMhs7g&list=RDkq6zcgMhs7g&start_radio=1

Business is business. BRICS à vau-l'eau ou l'illusion d'un monde meilleur...

- Brésil: Lula entend renouer un dialogue équilibré avec Donald Trump - RFI 24 octobre 2025
- La Chine et les États-Unis entament de nouvelles négociations commerciales en Malaisie - RFI 25 octobre 2025
- Russie: l'émissaire économique du président Poutine annonce être aux États-Unis pour des discussions - RFI 24 octobre 2025
- Inde-Israël : une alliance stratégique qui s'affirme - RT 23 octobre 2025

Lu.

Les États-Unis sont aujourd'hui déchirés par la lutte entre deux groupes de clans oligarchiques. En gros, la moitié des riches sont pour le mondialisme, la migration de remplacement, l'énergie verte et les transgenres. Et l'autre moitié est pour l'isolationnisme, les hydrocarbures traditionnels, l'éthique protestante habituelle et l'esprit du capitalisme, et contre le chaos migratoire.

Objectivement parlant, Trump a beaucoup de mal à contrôler ces forces puissantes, il ne peut que se laisser porter par les vagues, quand l'un ou l'autre camp prend le dessus, et «osciller avec la ligne du parti». Cependant, s'il ne l'emporte pas avec les pragmatiques isolationnistes, alors les mondialistes le balayeront, lui et son équipe.

Les mêmes processus sont à l'œuvre en Europe : des mondialistes irréductibles tentent de précipiter l'UE dans une guerre avec la Russie, tandis que les dirigeants pragmatiques s'y opposent de toutes leurs forces et tentent par tous les moyens de les dissuader de cette entreprise.

Lu.

Difficile de suivre et de comprendre Donald Trump sur la guerre en Ukraine. Tantôt véhément contre Zelensky, tantôt son meilleur allié ; parfois mielleux avec Poutine, parfois menaçant. Après s'être rapproché du maître du Kremlin et avoir critiqué l'Ukrainien, le président américain a de nouveau pris ses distances avec le dirigeant russe. De quoi faire perdre sa boussole à tout expert géopolitique.

Lu.

Comment nomme-t-on un pays dans lequel les riches et les puissants peuvent commettre des crimes odieux et honteux, sans jamais être poursuivis, et où les services de sécurité interviennent pour enterrer les preuves et étouffer la vérité ?

Les Romains appelaient cela «*une aristocratie*». Les économistes et les historiens pourraient parler d'oligarchie. Certains affirment qu'à l'heure actuelle, dans un monde où des élites non élues tirent les ficelles, il s'agit d'une technocratie.

Lu.

Climato-catastrophisme et climato-dénialisme procèdent tous deux d'une même peur congénitale ou viscérale de tout changement, d'un conservatisme anxieux.

Climato-catastrophisme et climato-dénialisme semblent s'opposer, mais en vérité ils fonctionnent comme deux miroirs déformants. L'un grossit les menaces au point de peindre un avenir de fin du monde ; l'autre les rapetisse jusqu'à les rendre invisibles. Tous deux partagent une même faiblesse : ils ne respectent pas l'esprit scientifique, qui consiste à mesurer, comparer, quantifier les incertitudes, et à accepter que la vérité est souvent complexe, nuancée et évolutive.

En cela, ces deux idéologies desservent la cause commune. Le catastrophisme, en dramatisant, offre au déni ses arguments préférés : « Voyez, on exagère tout ! ». Le déni, en minimisant, pousse les alarmistes à redoubler de vigueur dans leurs annonces. Ce cercle vicieux enferme le débat dans un duel stérile.

Catastrophisme et déni sont deux faces d'une même médaille : la peur et l'aveuglement. Le premier dramatise pour mobiliser, le second minimise pour rassurer. Mais tous deux obscurcissent l'essentiel : la nécessité d'un débat lucide, informé, qui reconnaisse le sérieux des enjeux sans tomber dans l'apocalypse, et qui admette les contraintes énergétiques et écologiques sans s'enliser dans l'inaction.

Les Etats-Unis sont le premier Etat au monde "narcoterroriste".

Etats-Unis : Dans sa guerre contre le narcotrafic, Trump envoie un porte-avions en Amérique latine - 20 Minutes/AFP 25 octobre 2025

L'administration de Donald Trump franchit un nouveau cap dans sa « *lutte contre le narcoterrorisme* ». Le Pentagone a annoncé vendredi le déploiement du porte-avions USS Gerald R. Ford pour renforcer les opérations militaires américaines menées depuis septembre contre des embarcations soupçonnées de trafic de drogue dans les Caraïbes et le Pacifique. Jusqu'à présent, seuls des avions de chasse et des navires de patrouille avaient été mobilisés. Une décision qui suscite de vives réactions diplomatiques en Amérique du Sud.

Un Etat qui fait régner la terreur à ses propres citoyens.

Quiproquo en Allemagne : croyant à une attaque, la police bavaroise ouvre le feu sur des militaires participant à un exercice - RT 24 oct. 2025

« *Marshall Power* », un exercice impliquant la police militaire (Feldjäger) allemande, a mal tourné, après que des habitants d'Erding, une ville à l'est de Munich (Bavière), ont pris peur. Le 22 octobre, vers 17 h, l'un d'entre eux a appelé la police pour signaler la présence d'un homme « *en tenue de camouflage* » et armé d'« *un fusil* » aux alentours d'une grange. Des équipages de police ont été dépêchés sur place et... tout a dérapé.

Face à cette arrivée inopinée, qu'ils ont cru faire partie de leur exercice, les soldats ont tiré sur les policiers avec leurs armes chargées à blanc. En face, pensant être sous le feu d'un commando armé, les policiers ont répliqué à balles réelles, blessant l'un des militaires.

Aux alentours, c'est la panique. De nombreux riverains « *se sont immédiatement enfermés dans leurs maisons, par peur, après la fusillade* », a relaté *Bild*, qui évoque un hélicoptère de la police tournant dans les airs. Selon la même source, une demande d'intervention de commandos d'intervention spéciaux (SEK) aurait également été passée.

France.

En famille. Le PS, une parole de pute qui dure depuis la formation de la SFIO.

J-C – Qu'on ne se méprenne pas sur mes propos, ma critique ne consiste pas à vouloir ramener le PS dans les rangs du mouvement ouvrier qu'il a quittés il y a 111 ans. Le PS n'a pas passé son temps à conclure des compromis anodins avec nos ennemis, non, il l'a passé à se compromettre avec eux.

Parti fondamentalement réactionnaire, de droite, revendiquant son attachement au capitalisme, donc à l'impérialisme, au colonialisme et à la barbarie qui l'accompagne, aux institutions de la Ve République entre autres, c'est anti-ouvrier, antisocial, antisocialiste, partant de là nous n'en attendons rien, surtout en tant qu'allié objectif de Macron et du gouvernement Lecornu.

Qu'il tienne à épargner les hyper riches, quoi de plus normal puisque finalement il n'a jamais cessé de les servir, et ils lui rendent bien, ce n'est pas le banquier Attali qui dira le contraire.

Nous n'envisageons pas de taxer les riches, mais de les arrêter, de confisquer leur fortune et de les exproprier de tous leurs biens en attendant la sentence d'un jury populaire révolutionnaire. S'il y en a que cela choque, c'est parce qu'ils préfèrent l'idéologie de Macron, du PS, des capitalistes.

Budget 2026 : Pour taxer les hauts patrimoines, les socialistes acceptent de revoir le périmètre de la taxe Zucman - 20 Minutes/AFP 25 octobre 2025

Alors que la discussion générale sur la partie recettes du budget 2026 s'est ouverte, ce vendredi, d'intenses manœuvres sont en cours à l'Assemblée nationale sur ce texte.

Les députés socialistes ont mis sur la table deux mesures de taxation des hauts patrimoines, inspirées de la taxe Zucman mais en revoyant son périmètre, selon plusieurs sources parlementaires ce vendredi auprès de l'AFP. Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale propose d'abord dans un amendement d'instaurer un impôt minimum de 3 % sur les hauts patrimoines, à partir de « 10 millions d'euros », contre 2 % sur les patrimoines à partir de 100 millions pour la taxe Zucman.

Une taxe qui inclut certes les biens professionnels, mais les socialistes estiment répondre à certaines objections du camp gouvernemental, en excluant cette fois de l'assiette les entreprises familiales et celles dites « innovantes ». *« C'est cette mesure que nous poussons dans nos discussions avec le gouvernement »*, souligne une source au groupe PS.

Les socialistes, qui exigent des concessions du bloc central en faveur de la justice fiscale, proposent également une autre mesure : une contribution différentielle sur les hauts patrimoines, mais qui exclurait cette fois les biens professionnels. Le périmètre serait toutefois là encore revu, ciblant les patrimoines à partir de « cinq millions d'euros ». Le montant de la contribution serait ensuite calculé progressivement par tranches en fonction du montant du patrimoine (1 % entre 5 et 10 millions, 2 % entre 10 et 50 millions et 3 % au-delà de 50 millions d'euros). *« Aucune discussion sérieuse n'a eu lieu pour l'instant. Nous sommes dans l'attente d'un retour »*, a expliqué à l'AFP Philippe Brun, député socialiste de l'Eure. *« Toutes les options sont sur la table, dont ces deux amendements de repli. S'ils sont adoptés il faudra trouver d'autres mesures en recettes pour compenser, car ils rapportent moins »*, a-t-il prévenu.

Deux sources macronistes estiment que la dernière proposition, excluant les biens professionnels de l'assiette, pourrait être au centre d'un éventuel compromis lors des débats budgétaires, qui ont commencé vendredi dans l'hémicycle. Ils expliquent toutefois attendre un retour du gouvernement, notamment sur le chiffrage des mesures, pour trancher.

J-C – Bien qu'on n'en ait rien à foutre de la taxe Zucman, il faut préciser que le reniement et la révision à la hausse des compromis que le PS est prêt à passer avec Macron, ce sont les travailleurs qui en feront les frais.

Faure nous prend pour des cons, il n'y a plus de majorité pour censurer le gouvernement.

"S'il n'y a pas d'évolution d'ici lundi, ce sera terminé": l'avertissement d'Olivier Faure à Sébastien Lecornu sur le budget - BFMTV 24 octobre 2025

Invité de BFMTV ce vendredi 24 octobre, Olivier Faure a lancé un ultimatum à Sébastien Lecornu sur le budget, estimant que *"pour l'instant, on est très loin du compte"*.

J-C – Comment pouvez-vous dire qu'il n'y a plus de majorité pour censurer le gouvernement, c'est écrit ci-dessous :

En famille. Les macronistes se sont alliés à la droite rejointe par l'extrême droite.

Les députés votent pour la défiscalisation des heures supplémentaires, la droite jubile - Challenges 25 octobre 2025

Qui a dit que le socle commun était mort ? Les macronistes se sont alliés à la droite à laquelle l'extrême droite s'est jointe pour approuver ce samedi 25 octobre la défiscalisation des heures supplémentaires dans l'examen du budget 2026. Ces groupes politiques ont voté l'amendement de Laurent Wauquiez, au nom de la Droite républicaine, supprimant le plafond existant de 7 500 euros au-delà duquel les heures supplémentaires sont fiscalisées.

La mesure va coûter un milliard d'euros, selon la ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin.

Elle a invité à « cibler » la mesure qui va bénéficier selon elle aux « *cadres dirigeants et (...) cadres supérieurs, parce qu'il n'y a qu'eux qui sont aujourd'hui vraiment au plafond* ».

La majorité des Français sont des nantis et de droite, et ils estiment que c'est aux plus pauvres d'endosser les conséquences de la crise du capitalisme pour qu'ils conservent leur mode de vie supérieur.

J-C – Il n'est pas besoin d'être très futé, pour comprendre que lorsqu'ils évoquent « *la dépense publique* », ils visent les services publics et les prestations sociales, et non le train de vie de l'État, leur Etat, pas le nôtre.

C'est si vrai, que selon eux les « *CSP- s'y opposent avec le soutien de 76% des inactifs* », tandis que les « *CSP+ sont à 78% favorables à des coupes dans la dépense publique* ».

La dette, c'est celle des riches, si nous prenions le pouvoir, nous l'effacerions d'un coup sans autre procès.

Budget 2026 : face à la dette, près de 8 Français sur 10 estiment qu'il faut s'attaquer en priorité à la dépense publique - RT 25 oct. 2025

Plus précisément 76% d'entre eux, selon un sondage de l'institut CSA pour CNEWS, Europe 1 et Le Journal du Dimanche (JDD), révélé le 23 octobre. D'après cette étude d'opinion, un consensus se dessine nettement sur le plan générationnel.

Sur le front politique, chez les sympathisants du camp présidentiel, de la « *droite* » et de l'« *extrême droite* », près de 9 interrogés sur 10 se prononcent en faveur de coupes dans le train de vie de l'État, les prestations sociales et les services publics. Bien plus partagés sur cette question, les sympathisants de « *gauche* » ne sont que 56% à estimer qu'une telle piste est prioritaire afin de réduire l'ardoise de l'État français.

Quant aux catégories socioprofessionnelles, l'écart se creuse. Les CSP+ sont à 78% favorables à des coupes dans la dépense publique, quand 74% des CSP- s'y opposent avec le soutien de 76% des inactifs.

Quand une pédophile devient Première dame de France, alors tout est possible.

Violences en France : un collégien de 13 ans mis en examen pour avoir filmé un viol entre enfants en pleine rue - RT 24 oct. 2025

C'est un collégien de Besançon qui a donné l'alerte, après que plusieurs élèves de son établissement ainsi que d'une école primaire ont été confrontés à la vidéo d'un viol entre deux enfants. L'auteur de cette vidéo, un adolescent de treize ans qui a fait circuler ces images, a été mis en examen pour viol, complicité de viol, enregistrement de vidéo d'atteinte aux personnes. Il a été placé sous contrôle judiciaire, a révélé le 22 octobre L'Est Républicain.

La vidéo montrerait un écolier de 8 ans imposer un rapport sexuel à un de ses camarades de 9 ans. Une scène qui se serait déroulée début octobre « *dans un endroit un peu isolé sur un parking du coin* », dans un quartier de la ville, dont le parquet de Besançon n'a pas souhaité préciser le nom. En raison de son jeune âge, l'enfant de 8 ans ne sera pas poursuivi, a précisé la justice.

La faute au porno ?

Une enquête a été ouverte afin de déterminer les circonstances exactes et ce qui a pu mener à un tel scénario. « *Tout l'enjeu est désormais de comprendre comment des gamins de 8 et 13 ans ont pu en arriver là. Ont-ils subi des sévices ? Ont-ils visionné des images pornographiques ? Nous espérons que cette instruction permettra de répondre à ces questions* », affirme une source proche du dossier, citée par des médias locaux.

Entendus par les policiers, les deux enfants ont déclaré « *avoir été obligés de faire ça et accusé le mineur de 13 ans* », a précisé le parquet. Placé en garde à vue le 15 octobre, l'adolescent a reconnu avoir filmé le viol, mais a nié toute participation à l'agression. Les trois mineurs sont tous originaires du même quartier.

Palestine occupée.

Gaza : l'armée israélienne affirme avoir mené une frappe aérienne contre le Jihad islamique - France 24 26 octobre 2025

L'armée israélienne a indiqué, samedi soir, avoir mené une frappe aérienne dans le centre de la bande de Gaza en dépit du cessez-le-feu en vigueur. Elle visait, selon elle, un membre du Jihad islamique.

L'armée israélienne a déclaré qu'elle poursuivrait ses opérations à Gaza "pour éliminer toute menace immédiate" contre ses troupes.

Lu.

Au total, entre 2020 et 2024, Israël a perdu 145 900 résidents à cause de l'émigration. Ces chiffres marquent l'exode démographique le plus important depuis des décennies.

Le rapport Ynet cite une évaluation du Centre de recherche et d'information de la Knesset (RIC).

“Il ne s'agit plus d'une simple tendance à quitter le pays, c'est un tsunami. De nombreux Israéliens choisissent de bâtir leur avenir hors de l'État d'Israël, et de moins en moins choisissent de revenir”, a déclaré le président de la commission de la Knesset, le député Gilad Kariv, ajoutant que cette situation

Selon une enquête réalisée en 2024 par l'Organisation sioniste mondiale (WZO), 80 % des Israéliens vivant à l'étranger ont déclaré ne pas avoir l'intention de revenir. (The Cradle)

Russie.

« Les pays européens et le Royaume-Uni font tout pour empêcher le dialogue entre les présidents Poutine et Trump », selon Kirill Dmitriev - RT 24 oct. 2025

Kirill Dmitriev, directeur général du Fonds russe d'investissements directs (RFPI) et représentant spécial du président russe pour la coopération économique avec l'étranger, a confirmé sa présence aux États-Unis ce 24 octobre. Il a précisé qu'il se rendait aux États-Unis *« sur invitation de la partie américaine »*, et que cette visite *« avait été planifiée de longue date »*, et n'avait pas été annulée malgré *« les récentes actions inamicales »* de Washington.

Dmitriev a souligné l'attachement de Moscou à un dialogue fondé sur le respect mutuel : *« Le langage de la pression ne fonctionne pas avec la Russie. Il est très important que les intérêts nationaux et de sécurité de la Russie soient toujours pris en compte de manière claire »*, a-t-il déclaré.

Le représentant russe a fermement dénoncé les tentatives d'obstruction venues d'Europe : *« Nous voyons un très grand nombre de tentatives de la part des Européens, des Britanniques, de faire échouer tout dialogue direct Russie-États-Unis, tout dialogue direct entre le président Poutine et le président Trump »*, a-t-il déclaré.

Dmitriev a confirmé qu'il rencontrerait à huis clos plusieurs membres de l'administration du président Donald Trump. L'une des réunions pourrait être rendue publique, mais l'essentiel des discussions restera confidentiel. L'objectif est de *« poursuivre le dialogue »* en veillant à ce que *« la position de la Russie soit bien comprise et respectée »*.

Il a également abordé l'impact des sanctions occidentales, qu'il juge inefficaces : *« Ces sanctions ne toucheront en rien l'économie russe, elles entraîneront simplement une hausse des prix à la pompe aux États-Unis »*, a-t-il souligné.

Dmitriev a critiqué l'héritage de l'administration Biden, qualifiant ses approches de *« fausses, totalement erronées et vouées à l'échec »*. Il a mis en garde contre les tentatives de certains

d'imposer ces idées à l'administration actuelle sous Trump : « *Nous dirons clairement à nos collègues américains qu'il ne faut pas devenir des Biden* ».

Belgique.

La Belgique oppose son veto au plan européen d'utilisation des avoirs russes gelés pour l'Ukraine - RT 24 oct. 2025

La Belgique a marqué un coup d'arrêt au sommet européen du 23 octobre à Bruxelles en s'opposant à l'adoption du plan de prêt de 140 milliards d'euros à l'Ukraine, un financement basé sur l'utilisation des avoirs russes gelés. Le Premier ministre belge Bart De Wever a déclaré qu'il « *fera tout ce qui est en [son] pouvoir* » pour bloquer l'initiative si trois conditions essentielles ne sont pas remplies.

La première exigence de la Belgique est une « *mutualisation totale des risques* » liés à l'utilisation de ces fonds russes. Bart De Wever refuse que son pays en assume seul les conséquences, notamment en cas de recours intentés par Moscou. La Belgique, qui abrite Euroclear — la chambre de compensation détenant la majorité des actifs russes gelés, évalués à près de 200 milliards d'euros —, se sait particulièrement exposée.

La seconde demande porte sur des garanties solides : en cas de levée des sanctions ou de traité de paix, les États membres devront s'engager à rembourser immédiatement la Russie. « *Si l'opération tourne mal, je ne suis pas en mesure, et certainement pas disposé, à payer 140 milliards d'euros en une semaine* », a averti De Wever. Il a ajouté que sans réponse claire sur cette question, il ne pourra pas dormir sereinement.

Enfin, le Premier ministre insiste pour que tous les pays de l'UE qui détiennent des avoirs russes les mettent également à contribution. « *Nous savons qu'il y a d'énormes sommes d'argent russe dans d'autres pays, mais ils restent silencieux* », a-t-il dénoncé devant la presse, selon Politico. Pour lui, agir seul serait une trahison de la solidarité européenne.

Une base juridique fragile et un précédent dangereux

De Wever a aussi rappelé l'absence de base juridique solide. Même durant la Seconde Guerre mondiale, les avoirs des banques centrales n'ont pas été saisis. « *Ce serait une première* », a-t-il souligné dans un discours, évoquant un précédent extrêmement dangereux.

Cette initiative pourrait également porter atteinte à la crédibilité de la monnaie européenne. Confisquer les avoirs d'une banque centrale étrangère remettrait en cause la fiabilité juridique de l'euro en tant que monnaie de réserve internationale. Une telle mesure sans précédent risque de provoquer une perte de confiance à l'échelle mondiale, affaiblissant la stabilité monétaire de la zone euro.

Face à ces réticences, les conclusions du sommet ont été largement édulcorées. Le président du Conseil européen Antonio Costa a affirmé qu'« *aucun veto n'a été posé* », mais a reconnu que la décision finale avait dû être reportée. En attendant, la Commission européenne a reçu mandat pour proposer une liste d'options financières alternatives.

